

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

Séance du 17 février 2022 - **à distance**

Le dix-sept février deux mille vingt-deux, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le onze février deux mille vingt-deux, s'est réuni à distance via Microsoft Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 61 (dont 6 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (46) :

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tudor (Bagneux), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Marc Feugere (Châtenay-Malabry), Serge Kehyayan (Clamart), Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Nadine Herrati (Gentilly), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Christophe Paquis (Les Lilas), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Pierric Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), Patrick Leroy (Rungis), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Michel Budakci (Saint-Maurice), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Amirouche Laïdi (Suresnes), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Stephanka Toussaint (Bois-Colombes) et Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) arrivent en cours de séance après le vote des délibérations.

Suppléants avec voix délibératives (7) :

Dejan Krstic (Bezons), Pascal Turano (Charenton-le-Pont), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Clothilde Choffrut (Le Pré-Saint-Gervais), Matthieu Devriendt (Montrouge), Tiphaine Bonnier (Grand Paris Seine Ouest), Patrick de la Marque (Grand Paris Seine Ouest).

Excusés ayant donné pouvoir (6) :

Jean-Luc Millard (Drancy) à Sylvie Simon-Deck, Christophe Bernier (Gennevilliers) à Samuel Besnard, Julie Lefebvre (Romainville) à Sylvain Raifaud, Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est) à Christophe Piercy, Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) à Patrice Pattée, Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris) à François Vauglin.

Suppléant sans voix délibérative : Françoise Carteau (Gentilly).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Pierre Rapeau, Référent des instances.

Ordre du jour :

1. Approbation du Procès-Verbal du 13 décembre 2021
2. Délibérations :
 - 2.1 Modification du tableau des emplois et des effectifs
 - 2.2 Débat d'Orientation Budgétaire 2022 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire
 - 2.3 Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence
3. Points divers :
 - Point d'information sur la qualité du service Velib' Métropole
 - Point d'information sur le contentieux Autolib'

Le Président a ouvert la séance à 10 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Samuel Besnard est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 13 décembre 2021

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 13 décembre 2021.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 13 décembre 2021 **est approuvé à l'unanimité**.

2. Délibérations :

2.1 **Délibération 2022 01** - Modification du tableau des emplois et des effectifs

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique aux membres qu'il est proposé de modifier le tableau des emplois en supprimant un emploi d'adjoint administratif vacant et un emploi d'adjoint administratif principal de 2^e classe et de créer un emploi d'adjoint administratif principal de 1^{re} classe pour permettre l'avancement de grade d'un agent compte tenu de l'évolution de ses missions.

Le Président demande aux membres s'il y a des observations et en l'absence soumet la délibération 2022 01 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE, la suppression des emplois d'adjoint administratif principal de 2^e classe et d'adjoint administratif ; APPROUVE, la création d'un emploi d'adjoint administratif principal de 1^{re} classe ; FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadres d'emplois	Grades	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Administrateurs	Administrateur hors cl	A	1		
Attachés	Attaché hors cl	A	1		
	Attaché		6		
Rédacteurs	Rédacteur prin 1 ^{re} cl	B	1		
	Rédacteur prin 2 ^e cl		1		
	Rédacteur		2		
Adjoints administratifs	Adjoint administratif de 1 ^{re} cl	C	1	Diplômes de niveau 3 ou 4 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 388 et IB 558
	Adjoint administratif		2		
Ingénieurs en chef	Ingénieur en chef hors cl	A	2		
Ingénieurs	Ingénieur principal	A	3		
	Ingénieur	A	1		
Techniciens	Technicien	B	1		
Adjoints techniques	Adjoint technique	C	3		
Total des emplois			25		

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2.2 Délibération 2022 02 - Débat d'Orientation Budgétaire 2022 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire

Le Président rappelle l'obligation de tenir un débat d'orientation budgétaire en amont du vote des budgets. Il donne la parole à M. Florent Texier.

Florent Texier, Directeur des finances, commente les slides partagées sur écran et indique que le budget principal 2022 « Autolib' » est très similaire aux budgets des années précédentes 2020 et 2021 puisque subsistent les 2 principaux postes de dépenses :

- Le remboursement de l'emprunt en intérêts et en capital pour la dernière année (1,85 M€ sur 2022).
- La constitution des provisions pour la 4^e année et avant la dernière année pour (4 M€ sur 2022) puisque 20 M€ avaient été provisionnés et étalés sur 5 ans ;

Il ajoute que les autres dépenses sont globalement stables ce qui va permettre de maintenir la contribution de fonctionnement pour les collectivités au même niveau qu'en 2021 c'est à dire 1630 € par station et de conserver la contribution pour les provisions à 3600 € pour 2022.

Concernant la masse salariale globale qui est en légère baisse, il détaille le tableau afin que les membres puissent bien comprendre le procédé avec la refacturation entre le budget annexe Velib' et le budget Autolib'.

Il demande ensuite aux membres s'ils souhaitent d'autres explications et, en l'absence d'intervention, passe au budget annexe Velib'.

Il explique et détaille les différents changements concernant 2022 :

- La forte progression de l'indice d'actualisation du marché, qui passe de + 5,3 % à + 13 % : impact de + 2,4 M€, le marché se base sur deux indices :
 - l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements +19,7 % ;
 - l'indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés (ICHTrevTS) – Industries mécaniques et électriques +0,8 % ;
- L'augmentation de l'intéressement, de l'impact des nouvelles stations et de l'exploitation des VAE (Vélos à Assistance Electrique) : + 1,3 M€ au total ;
- L'impact de l'avenant 8 pour la surutilisation des VAE est limité, 1,99 M€ l'an dernier : 0,63 M€ cette année.

Il ajoute que pour garantir l'équilibre du budget Velib', l'objectif des recettes usagers estimé à près de 22 M€ est revu à la hausse par rapport à 2021 et qu'une légère augmentation des contributions des collectivités en volume est attendue. Il ajoute que le montant reste toujours le même : 10 000 € pour les communes hors Paris et 20 000 € pour Paris.

Il explique que le montant global augmente en raison du nombre plus important de stations ouvertes en 2022 par rapport à 2021 et qu'il est prévu 41 nouvelles stations pour l'année 2022.

Il conclut en indiquant que compte tenu du vote du budget en mars que ce soit pour Autolib' comme pour Velib' quelques modifications pourraient être apportées à la marge par rapport au ROB (Rapport d'Orientation Budgétaire) présenté.

Le Président demande aux membres s'il y a des questions et en l'absence soumet la délibération 2022 02 au vote.

Abstention : Maisons-Alfort

Le Comité syndical, après en avoir débattu, à l'unanimité, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2022 sur la base du rapport joint en annexe ; APPROUVE les orientations budgétaires telles que présentées dans le rapport joint en annexe.

2.3 Délibération 2022 03 – Rendu-Compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence

Le Président rappelle qu'il doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de la délégation de compétence et qu'il convient de procéder à cette formalité. Il précise qu'ils ont tous été destinataires de la liste des décisions.

Le Président demande s'il y a des questions et en l'absence demande aux membres d'en prendre acte.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 3 février 2022, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

Le Président indique que la partie concernant les délibérations étant terminée, il convient de passer au point suivant.

3. Points divers :

- Point d'information sur la qualité du service Velib' Métropole

Le Président fait part aux membres des récentes discussions sur la qualité du service Velib'. Il explique que comme chaque année, un bilan des indicateurs de la qualité du service a été réalisé suite au travail des équipes techniques du Syndicat et qu'il en a été discuté avec les membres du bureau lors de la séance de novembre. Il ajoute que différents échanges ont eu lieu avec Smovengo pour obtenir une amélioration de la qualité du service ; et plus particulièrement sur les points suivants :

- Le nombre de vélos
- Les efforts de maintenance notamment de terrain faits par Smovengo
- La régulation (tout ce qui est fait pour amener des vélos des secteurs où les stations sont souvent pleines vers celles qui sont vides et souvent les plus éloignées du cœur de Paris).

Certains de ces échanges, dit-il, sont parus dans la presse, ce qui a amené le Syndicat à préciser par communiqué de presse la position du Syndicat, en conformité avec les éléments présentés fin novembre en Bureau syndical. L'objectif est évidemment de trouver une issue rapidement et, autant que possible, dans le cadre du contrat actuel, afin d'améliorer la qualité du service au plus vite. Quelques pistes ont été présentées par Smovengo. Nous avons encore du travail pour résoudre les problèmes rencontrés en termes de qualité du service. Parallèlement, comme évoqué dans les précédentes séances, une démarche d'audit va être engagée pour imposer d'une vision complète du fonctionnement du service, en particulier sur les aspects financiers et le modèle économique. C'est l'objet de cette étude dont les retours sont estimés à l'automne 2022.

Le Président donne ensuite la parole à Hugues Celier pour présenter des éléments plus précis concernant la situation de Vélib' Métropole. La qualité du service sera abordée dans un second temps.

Hugues Celier, Directeur des techniques, commente la présentation partagée sur écran :

- L'évolution du nombre de vélos présents sur le terrain, mois par mois en 2020 et 2021 ;
- La répartition des locations par type de vélos, nombre de locations moyen par jour, mois par mois en 2020 et 2021 ;
- L'évolution du nombre de courses effectives et de courses en VAE ; précisant qu'en moyenne 50% des courses 2021 ont été réalisées avec un VAE ;
- La distance moyenne parcourue par trajet.

Le Président revient sur la question de la qualité du service et souhaite attirer l'attention des élus présents sur le déploiement. Il constate que toutes les stations envisagées n'ont pas encore été réalisées.

Le Président souhaite par conséquent que les collectivités adhérentes se mobilisent pour achever au plus vite le déploiement des stations. Il ajoute que les services du Syndicat comme des communes membres doivent se mobiliser tant sur la commande de stations, sur l'accompagnement des travaux et sur l'étape difficile des branchements électriques.

Le Président donne ensuite la parole aux membres.

Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre) s'interroge sur les 700 vélos mécaniques qui semblent avoir disparu au cours de l'année 2021.

Hugues Celier, Directeur des techniques, indique que le prestataire pilote la flotte afin de pouvoir garantir 40 % de VAE au sein du parc. Ainsi, si le nombre de vélos électriques sur le terrain diminue, le prestataire va diminuer également le nombre de vélos mécaniques pour que la part de VAE continue de respecter 40 %. Il ajoute que le Syndicat conteste ce procédé.

Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), rappelle qu'un jeune homme qui sortait un Velib' est décédé il y a quelques mois. Il précise que l'enquête est toujours en cours sur les conditions exactes de cet accident. Il aimerait savoir s'il y a eu d'autres accidents de ce type. Il souhaiterait savoir si une réflexion pourrait être menée en termes de sécurisation.

Le Président indique s'être posé la question lors de l'accident et demande aux services de partager les éléments de réponse avec le comité. Il précise avoir alors pris contact avec Bertrand-Pierre Galey. Il donne la parole à M. Hugues Celier.

Hugues Celier, Directeur des techniques, répond qu'un tel accident est toujours un drame et que les services ont été choqués. Effectivement, dit-il, un très grand nombre de stations, tant à Paris que dans les autres communes de la métropole, sont directement sur la chaussée dans des files de stationnement.

Il ajoute que nous n'avons pas eu aujourd'hui – à sa connaissance en tout cas – de remontées de tels incidents ou accidents, qui restent somme toute très rares. Il indique que les résultats de l'enquête permettront d'apporter plus de précisions. Il ajoute que si toutes les stations devaient être implantées sur des trottoirs ou sur des places, l'espace de circulation pour les piétons s'en trouverait réduit. Il rappelle que les arceaux de stationnement vélos et motos sont aussi sur chaussée, dans les mêmes conditions que les stations Velib'. Il précise que les stations Velib' ne présentent pas un risque plus accru, aujourd'hui, que tous les autres mobiliers urbains qui sont disposés sur la chaussée. Nous essayons, dit-il, de sécuriser au maximum nos usagers lors de la prise et la restitution d'un vélo.

Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), remercie M. Celier pour ces précisions. Il ajoute qu'il a bien entendu qu'une attention était portée à la sécurisation des implantations. Il ajoute avoir constaté sur ce site, à Boulogne, sur les deux côtés de la rue, deux stations Velib' qui se font face. Il se demande s'il pourrait être envisagé de les aligner sur le même trottoir.

Hugues Celier, Directeur des techniques, indique être à disposition pour étudier un déplacement si la commune le souhaite.

Le Président ajoute qu'il est très important, lorsqu'il y a des accidents dramatiques comme celui-là, d'en tirer tous les enseignements pour limiter au maximum les risques pour les usagers.

Capucine du Sartel (Saint-Cloud) indique, en rapport avec la situation qui vient d'être évoquée, qu'il existe une station très dangereuse, rue du Mont-Valérien à Saint-Cloud. Elle préconiserait de tourner les bornettes dans l'autre sens afin de pouvoir décrocher les vélos en voyant ce qu'il se passe sur la chaussée. Elle ajoute qu'en l'état, les stations Velib' mettent les usagers en situation de tourner le dos à la chaussée, ce qui constitue un danger extrêmement important.

Le Président lui répond qu'il est important que les services du Syndicat puissent prendre contact avec la ville pour apprécier la situation de la station en question.

Capucine du Sartel (Saint-Cloud) remercie le Président de sa proposition et indique qu'elle n'est pas la seule ville dans ce cas puisqu'il a été dit qu'il existe un grand nombre de stations dans la même configuration. Elle ajoute qu'elle souhaitait pointer du doigt la différence entre un arceau vélo et une station Vélib', le sens du vélo n'étant pas forcément le même.

Le Président la remercie et répète que si des stations potentiellement dangereuses sont identifiées, il faut les examiner une à une.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) indique qu'il faut prendre en considération le risque généré par des véhicules arrivant dans le dos. Il ajoute que l'impulsion nécessaire au décrochage d'un vélo amène parfois l'utilisateur en arrière et qu'un véhicule passant trop près peut le toucher. En cas de modification des pratiques en matière d'installation des stations, il faudrait prendre en compte les trottoirs.

En l'absence d'autre intervention, **le Président** propose de passer à la présentation concernant la la qualité du service et donne la parole à M. Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général du Syndicat, indique qu'il va présenter dans un premier temps quelques éléments de diagnostic, puis le cadre et le contenu des échanges avec Smovengo, et enfin les suites envisageables dans le cadre de cette démarche.

Il commente ensuite la présentation diffusée :

- Sur le diagnostic : le marché prévoit quatre critères et 10 indicateurs de qualité du service identifiant le niveau de performance du prestataire et vérifiant son respect des objectifs auxquels il s'est engagé dans le cadre du marché.

Il précise que les 4 critères suivants sont organisés de façon logique et cohérente.

➤ Nombre de vélos :

- Respect du nombre moyen mensuel minimum de vélos disponibles
- Respect du pourcentage de VAE disponibles

➤ Régulation :

- Disponibilité des vélos, dont un indicateur spécifique VAE
- Disponibilité des places en station

-
- Relation client :
 - Temps de prise en charge lors d'un appel téléphonique
 - Délai de réponse aux courriers et courriels
- Disponibilité effective du service qui vérifie que :
 - Les vélos affichés comme disponibles sont réellement utilisables
 - Les éléments mobiliers de la vélo-station permettent bien l'accès au service
 - Les stations permettent effectivement la location d'un vélo
 - Les stations et vélos sont propres.

Sur ces différents critères, il indique que les performances du prestataire sont en deça des attendus du marché et qu'il est constaté principalement trois principaux irritants sur la base de cet état des lieux :

- Un nombre de vélos disponibles inférieur au nombre exigé par le marché,
- Des vélos, bien que disponibles, en mauvais état,
- Un grand nombre de stations sans vélo en état de rouler.

Un quatrième irritant, la régulation, est traité par le critère 1 du marché. Les données relatives à ce critère font actuellement l'objet d'échanges avec le prestataire.

Ensuite, il informe les membres que le Syndicat a mis en place, depuis septembre, des indicateurs stratégiques qui visent à objectiver la qualité de l'expérience usager. Les données portent sur la période de septembre 2021 à janvier 2022. Il précise que les données abonnés sont en abonnés uniques.

En moyenne, chaque semaine :

- 25 % des abonnés ont changé au moins une fois de vélo dans la même station pour trouver un vélo permettant de faire une course ;
- 5 % des abonnés ont changé au moins une fois de station pour trouver un vélo permettant de faire une course ;
- 6 % des abonnés ont au moins une fois renoncé au service pour la journée à la suite d'une tentative de location ayant échoué.

Ainsi, chaque semaine, plus de 44 000 abonnés différents rencontrent un problème important pour prendre un vélo (sur 120 000 abonnés uniques qui utilisent le service chaque semaine).

- Etat d'avancement des discussions entre le SAVM et Smovengo

Yannick Cabaret informe les membres que sur la base de ce diagnostic qui a été partagé avec le prestataire, trois réunions se sont tenues depuis l'ouverture des discussions avec Smovengo (22 décembre, 11 janvier et 25 janvier).

Il précise que Smovengo ne partage pas le diagnostic de la situation réalisé par le Syndicat sur la base des critères du marché.

Il indique que l'entreprise a proposé d'augmenter le nombre de vélos disponibles à 18 000 environ, soit plus de 1 400 de moins que le nombre auquel Smovengo s'est engagé dans le cadre du marché. En revanche, le prestataire n'a fait aucune proposition concernant les autres irritants listés précédemment (état des vélos, disponibilité effective des vélos, régulation, problèmes d'assistance électrique sur les nouveaux VAE).

Concernant la communication organisée par l'entreprise Smovengo vis à vis des adhérents du Syndicat, et dans la presse vis à vis des usagers, il indique que quelques chiffres sont apparus, notamment 2,7 M€ afin de maintenir un plus grand nombre de vélos.

Comme exposé précédemment, l'augmentation du nombre de vélos proposée par Smovengo ne permettrait pas d'atteindre l'objectif fixé par le marché.

Le coût de maintenance des vélos, difficilement vérifiable par le Syndicat, est à la main du prestataire et ne constitue pas un investissement supplémentaire de sa part dans le service.

Il souligne également que les 4 000 vélos supplémentaires évoqués par Stéphane Volant dans la newsletter qui est peut-être parvenue aux élus (pour un coût de 8 M€) ne correspondraient qu'au remplacement de vélos hors service et ne viendraient pas augmenter le nombre de vélos disponibles.

Au vu de ce diagnostic non partagé et du refus d'amélioration formulé par le prestataire, il indique que les exigences du Syndicat ont été formalisées par un courrier du Président cette semaine. Il a été demandé à Smovengo de respecter les engagements figurant dans son offre, de respecter les objectifs fixés pour chacun des critères du marché et de transmettre un plan d'actions.

Il aborde, ensuite, l'audit qui est en cours de préparation et qui a été discuté avec les membres du bureau. L'audit vise à apprécier le modèle économique du service et à éclairer les élus sur l'exécution du marché et l'évolution des besoins sur le territoire métropolitain. Il s'agit donc :

- D'identifier les faiblesses du marché actuel et les pistes d'amélioration dans le cadre contractuel existant,
- D'apprécier la mise en œuvre du marché par le prestataire et de dégager des pistes d'amélioration,
- D'identifier les possibilités d'évolution du mode de gestion du service hors marché actuel,
- D'identifier les perspectives d'évolution et de développement pour Velib' métropole par un travail de prospective et de benchmark,
- D'apprécier la situation financière de la société Smovengo et ses perspectives d'équilibre au regard du plan de financement initial et du déploiement effectif.

Il ajoute que ce cinquième point est subordonné à l'accord de la société Smovengo pour donner accès à ses données comptables ainsi qu'à sa prospective financière et, qu'à ce jour, cette condition n'est pas réunie.

En termes de calendrier, il indique que les conclusions de l'audit sont attendues à l'automne.

Le Président donne ensuite la parole aux membres.

Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) pense comme ses collègues. Il se dit choqué par le diagnostic qui est catastrophique. Le plus inquiétant est, dit-il, l'absence d'accord du prestataire sur le diagnostic. A partir du moment où on a un diagnostic partagé, il est plus facile de travailler ensemble pour améliorer la situation. Mais, lorsqu'on est dans le déni de la réalité, évidemment, un accord est beaucoup plus difficile à obtenir et on entre dans du conflictuel. Sa première question est de connaître la capacité du Syndicat à agir sur le prestataire de façon à ce qu'il remplisse ses obligations de façon suffisante. Et donc, quelles sont les pénalités qui peuvent lui être appliquées pour lui faire comprendre que cette situation n'est plus tolérable. Il estime que le plus inquiétant est le déni de réalité et pense que dans ce cas, il faut malheureusement appliquer des mesures plus vigoureuses.

Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest) estime que le problème est de fond. Elle considère que le prestataire, économiquement, ne peut probablement pas survivre dans les conditions actuelles et que tout cela lui rappelle furieusement les problèmes rencontrés avec Autolib'. D'autant plus, dit-elle, que nous sommes concurrencés par les vélos en free floating et par Véligo.

Elle indique être inquiète de voir que la situation ne s'améliore pas et que les collectivités risquent encore une fois de devoir, au bout du compte, payer pour une catastrophe « économique et industrielle » avec ces services. Donc, soit on remet au pot pour donner ce service aux Franciliens et aux collectivités qui l'utilisent, soit il faut arrêter. Elle termine en disant qu'elle est inquiète parce qu'elle ne voit pas comment Smovengo peut survivre économiquement en l'état actuel des choses.

Patrice Pattée (Sceaux) indique qu'il est vrai que la situation est préoccupante et il remercie l'équipe du Syndicat pour le travail réalisé. C'est la première fois, dit-il, que nous avons un regard aussi précis et aussi ajusté sur l'exécution du contrat que nous avons passé. Il insiste sur le fait que la gestion d'un marché public est totalement différente de la gestion d'une DSP. En l'occurrence, dit-il, le travail qui vient d'être présenté montre que nous sommes vigilants. Il dit comprendre ce que dit Frédéric Sgard et considère qu'il va falloir amener le prestataire à partager ce constat. Il va peut-être falloir repenser, retrouver ou ajuster les bases économiques de ce marché. Il dit avoir déjà évoqué un tout petit peu le coût de la prestation pour l'utilisateur. Il explique que la différence entre Velib' et tous les autres concurrents présents sur le territoire est que Velib' est très très peu cher. Il estime qu'il doit exister des marges de manœuvre.

Le Président partage la préoccupation qui a été exprimée sur la relation actuelle avec Smovengo. Il indique qu'il y a des leviers d'actions et notamment des pénalités que le Syndicat peut appliquer. Il ajoute que l'objectif n'est pas de percevoir les pénalités mais d'avoir un service qui fonctionne et c'est dans cette direction que portent les discussions avec Smovengo. Le dialogue n'est pas rompu et le Syndicat a la capacité de discuter avec eux sur cet aspect. C'est la raison pour laquelle cet audit est conçu : pour poser l'équation complètement et se poser toutes les questions utiles. Il rappelle l'expression retenue par M. Bertrand-Pierre Galey : quel est l'équilibre à trouver entre l'utilisateur et le contribuable dans l'équilibre économique du service ? Cette démarche analytique devrait permettre d'apprécier les rééquilibrages nécessaires pour avoir un service qui soit à la fois au niveau attendu et dans une équation économique soutenable pour l'exploitant.

Par ailleurs, il précise que Véligo n'est pas du tout le même service que Velib'. Véligo est une mise à disposition d'un vélo électrique pendant plusieurs mois pour permettre aux personnes de se mettre au vélo alors que Velib' est de la location courte, en trace directe d'une station à une autre. Ce n'est pas le même service, ce n'est pas la même finalité, les deux sont très complémentaires.

Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest) souhaitait dire qu'il y avait d'autres façons de faire qui pouvaient mieux fonctionner et peut-être coûter moins cher à tous les acteurs.

Le Président répond qu'elles seront étudiées et qu'un des attendus de l'étude est de réfléchir au positionnement du service. Il rappelle avoir eu cette discussion lors du travail sur la grille tarifaire il y a un an exactement. Il est nécessaire de se donner un peu de temps pour aller au bout de cette réflexion et bien positionner le service.

Il attire ensuite l'attention des membres sur le risque qui est celui d'une interruption du service. Nous faisons, dit-il, tout pour éviter l'interruption du service. Le risque n'est pas du tout le même que sur Autolib' : sur Autolib', nous avons un contrat de délégation de service public avec un engagement de la collectivité sur les difficultés potentielles du service. En l'occurrence, Velib' est un marché public et donc nous n'avons pas le même niveau de risque. Le fait qu'il s'agisse d'un marché et pas d'une DSP nous enlève certaines prérogatives, de contrôle notamment, mais elle nous protège contre le fait que l'exploitant serait amené à appeler la solidarité du Syndicat et des communes qui le composent. Il sait que le sujet Autolib' est par certains aspects douloureux pour les communes. Mais il insiste sur la différence de contexte. Notre risque est un arrêt du service mais pas le paiement d'indemnités par les collectivités.

Patrice Pattée (Sceaux), indique que le service Véligo et le service Velib' sont fondamentalement différents. Nous pouvons nous interroger sur la pertinence de maintenir un service de vélos partagés mais, dit-il, tout en soulignant que, personnellement, il y croit. La principale différence réside dans la trace directe, c'est à dire le fait que le vélo partagé peut être assez facilement combiné avec les transports publics. Il y a de l'intermodalité et le vélo partagé permet, avec une flotte – normalement – de 20 000 vélos de satisfaire 360 000 abonnés, au lieu de 360 000 vélos.

Le Président, en l'absence d'autre intervention, informe les membres qu'il rendra compte de l'avancée des discussions et se dit soucieux que le Comité ainsi que le Bureau soient associés à l'ensemble des démarches qui vont être menées vis à vis de Smovengo et dans le cadre de l'audit engagé. Il donne ensuite la parole à M. Yannick Cabaret pour le point concernant Autolib'.

- Point d'information sur le contentieux Autolib'

Yannick Cabaret, Directeur général du Syndicat, indique qu'Autolib' est un autre dossier majeur qui a connu des développements importants en début d'année. Il rappelle le contexte et que la demande d'indemnités de la SA Autolib' à la suite de l'arrêt de la DSP (Délégation de Service Public) en 2018 concerne les trois postes principaux suivants :

- La VNC (valeur nette comptable) des équipements nécessaires au fonctionnement du service Autolib', notamment les bornes de recharges ;
- L'indemnisation de la société Autolib' par rapport aux contrats avec des tiers qu'elle avait signés pour l'exécution du contrat et qui ont été rompus par anticipation du fait de la fin de la DSP. Ces ruptures de contrats ont généré des coûts pour la société Autolib' ;
- L'indemnisation du déficit qui a été généré par le service et par ses défauts de fonctionnement. A ce titre, la SA Autolib' demande un montant de 175 millions d'euros.

De ce fait, le tribunal administratif de Paris a engagé l'instruction puis a proposé aux deux parties une médiation qui est une procédure classique visant à trouver un accord en dehors du cadre contentieux. Cette proposition a été transmise aux deux parties, le Syndicat a répondu qu'il était d'accord sur le principe de cette médiation, l'autre partie, la Sté Autolib' également, avec certaines conditions mais qui ont tout de même permis la tenue de discussions.

Deux séances de médiation se sont tenues le 12 janvier et le 14 février, qui n'ont pas permis de rapprocher les positions des deux parties. Par conséquent, les médiatrices vont transmettre au Président du tribunal administratif de Paris leur rapport constatant la fin de la médiation. L'instruction reprendra dans des conditions classiques. Dans ce cadre, le Président du Tribunal administratif de Paris pourra saisir un expert pour analyser dans le détail les pièces transmises par la société Autolib' qui sont extrêmement nombreuses. Le jugement en première instance pourrait intervenir fin 2022 ou début 2023. Évidemment, vu le sujet et les aléas importants qui existent concernant l'issue de ce contentieux, il est très probable qu'au moins une des parties fasse appel et que le jugement aille jusqu'en Conseil d'État, dans plusieurs années.

Le Président donne la parole aux membres. En l'absence d'intervention, il indique que la médiation a permis de réaffirmer la défense des positions qui sont celles du Syndicat depuis le début du contentieux. Il ajoute que la seconde séance de médiation a eu lieu après échanges avec le bureau syndical le 7 février.

Christophe Paquis (Les Lilas) pense que les problématiques relatives à Velib' ressemblent à celles concernant Autolib'. S'agissant d'Autolib', il faudrait provisionner beaucoup plus pour éviter d'être pris au dépourvu.

Cela va durer longtemps, dit-il, et les représentants des communes adhérentes auront le temps de changer. Concernant Vélib', il indique qu'aux Lilas, il n'y a toujours pas plus de vélos électriques. Il termine en indiquant que les stations sont vides sauf quand les gens viennent d'ailleurs : il y a alors 3 ou 4 vélos mais le service ne sert pas à grand-chose.

Le Président indique qu'une attention particulière sur la régulation est portée pour les communes et les arrondissements en hauteur.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) s'excuse de revenir sur Velib'. Il a visité les deux sites et aurait des propositions pour mieux organiser la maintenance dans les ateliers. Il dit rejoindre le collègue qui vient juste de s'exprimer sur le fait que les stations sont vides.

Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec) indique qu'il se posait une question similaire à celle de Christophe Paquis concernant le contentieux Autolib'. Il demande si le risque est toujours le même ou s'il faudra prévoir, dans les prochaines années et par exemple à l'issue du premier jugement, même si l'on fait appel, de budgéter plus que les 20 millions prévus.

Yannick Cabaret (Directeur général du Syndicat) remercie d'avoir ajouté cette question importante. Il indique ne pas avoir précisé que le montant qui sera décidé par le juge administratif en première instance sera dû immédiatement et qu'il n'y aura pas de délai de paiement. Nous ne serons plus dans le cas d'une provision mais bien dans le cadre d'un paiement d'un jugement. Il précise que l'appel que ce soit d'abord en Cour administrative d'appel ou au Conseil d'État ne sera pas suspensif. Par conséquent, le risque est de devoir payer fin 2022 ou début 2023 une somme qui excède le montant de 20 millions d'euros qui aura normalement, d'ici là, été provisionnée.

Dans ce cas, les modalités de répartition délibérées par le Comité syndical il y a quelques années s'appliqueraient. Il rappelle également aux membres que lors du vote de la provision pour le contentieux Autolib', qui avait acté un montant de 20 millions, plusieurs scénarios avaient été présentés aux élus, entre 15 et 50 millions d'euros. Le montant de 20 M€ ne correspond donc pas à l'évaluation du risque mais constitue plutôt un montant validé politiquement pour couvrir une partie du risque. Il précise qu'entre-temps, la société Autolib' a transmis au Syndicat des pièces justifiant sa demande indemnitaire.

Il ajoute qu'au cours de l'année 2022, l'évaluation du risque devrait être précisée. Nous ne serons pas du tout sur 235 millions d'euros mais peut-être sur un montant supérieur à 20 millions d'euros, sans changement d'ordre de grandeur.

Le Président ajoute que les analyses en cours permettront d'apprécier la nécessité d'ajuster le montant provisionné dans le courant de l'année 2022.

En l'absence d'intervention supplémentaire sur le contentieux Autolib', le Président redonne la parole à Yannick Cabaret pour parler des prochains Comités.

Yannick Cabaret, Directeur général du Syndicat, informe les membres qu'il leur est proposé d'organiser, en amont des prochains Comités, des réunions qui pourraient permettre, sous forme de petits déjeuners soit en présentiel soit en distanciel, de partager les expériences des uns et des autres en matière de mobilités partagées. Il sera donc proposé fin mars, lors du prochain Comité syndical, de débiter un peu plus tôt la réunion du Comité syndical pour partager des expériences, soit sur le territoire métropolitain parisien, soit sur des territoires similaires. Les élus intéressés sont invités à se rapprocher des services du syndicat pour communiquer leurs propositions, les sujets qu'ils souhaiteraient évoquer ou les intervenants qui pourraient intervenir.

Bertrand Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) s'excuse d'avoir participé à ce Comité de façon fractionnée, ayant autre chose en même temps. Sans vouloir prolonger inutilement le débat, il souhaiterait être sûr que le lancement de l'audit a bien été évoqué. L'audit répondra à un certain nombre de questions et permettra de progresser dans une meilleure compréhension de la situation de notre partenaire. Ayant appelé cette démarche de ses vœux, il se réjouit qu'elle soit mise en œuvre même s'il aurait préféré qu'elle le soit plus tôt.

Le Président confirme que l'audit a bien été présenté.

En l'absence d'autre intervention, **le Président** lève la séance à 11h30 et informe les membres que le prochain Comité syndical se tiendra le 31 mars à 9h30.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,

Samuel Besnard

Sylvain Raifaud